

Une galaxie d'ASBL TIC

Smals

ASBL créée en 1939. Fourniture de services informatiques de sécurité sociale et à d'autres organismes, davantage flamands que wallons. Chiffre d'affaires en 2011 : 193,4 millions. 1 700 collaborateurs TIC.

Egov

ASBL créée en 2001, liée au SPF Fedict. Emploi 200 collaborateurs TIC, répartis entre 11 institutions et SPF fédéraux. Assume des tâches de soutien en gestion de l'information.

IRISteam

ASBL liée au centre d'informatique pour la Région bruxelloise. Plus de 200 spécialistes IT ; 65 clients/membres, surtout des administrations et des services publics bruxellois. Volume d'activité : 19 millions d'euros en 2011.

Gial

ASBL créée en 1993. Fournisseur de services informatiques aux services publics communaux, provinciaux, régionaux, ainsi qu'à des ASBL paracomunales en Régions bruxelloise et wallonne. 90 personnes employées. Chiffre d'affaires : environ 17 millions d'euros.

Digipolis

Association chargée de mission créée en 2003. Assume le rôle de consultant et d'opérateur en solutions TIC pour les Villes et CPAS d'Anvers et de Gand.

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

Quand l'Etat contourne

/Administration

Futés, les pouvoirs publics. Ils refilent à des ASBL leur coûteuse gestion informatique. Ni marchés publics à passer, ni fonctionnaires à embaucher, ni TVA à payer. Enquête sur un joli tour de passe-passe.

Par **Pierre Havaux**

Li arrive qu'un ministre se révèle visionnaire. 2 juin 1989 : Philippe Busquin, ministre PS des Affaires sociales, sait trouver les mots justes en soufflant les 50 bougies d'une ASBL répondant à la douce appellation de Smals. « Le fait qu'un maillon aussi important de notre système de sécurité sociale reste à ce point dans l'ombre constitue depuis longtemps un paradoxe et un objet d'étonnement. »

La magie du mystère opère toujours. L'honorable vieille dame se porte comme un charme. Que de chemin parcouru depuis sa naissance, en 1939 ! La Société de Mécanographie pour l'application des lois sociales (Smals, en bref) a bien bonifié avec l'âge. Sans jamais faire de vagues. Moins par coquetterie que par goût de la discrétion. Une vertu hautement appréciée en affaires.

Et des affaires, Smals en brasse. Elle a trouvé un créneau hyperporteur : secondar les organismes du secteur social et des soins de santé dans leur gestion de l'information, en leur fournissant l'expertise nécessaire en informatique et en technologie de la communication. Un business en or, exclusivement axé sur la sphère publique.

De fait, Smals est une boutique qui tourne. Ses bilans annuels de santé financière s'en ressentent. Un chiffre d'affaires record et en hausse constante, passé de 135,7 millions d'euros en 2007 à 193,4 millions en 2011. L'emploi à la fête : deux fois plus de personnel en dix ans, 1 500 collaborateurs en 2007, plus de 1 700 en 2012. A 73 ans, la vieille dame n'a pas fini sa croissance.

Son homme fort n'en est pas peu fier. Depuis 2004, Frank Robben a la haute main sur cette boîte d'un genre un peu particulier. Ni administration publique ni société privée. Mais une ASBL, d'envergure, qui évolue et prospère à la faveur d'un schéma de travail « pragmatique et flexible ».

La formule plaît à l'ex-Dehaene boy. Frank Robben, avec le soutien de son patron de l'époque, plombier ●●●

FRANK ROBBERN a la haute main sur la galaxie Smals.

ses lois

●●● institutionnel hors pair, a su redonner un nouveau souffle à Smals. « Cette façon d'opérer permet de régler beaucoup de choses de manière informelle », confie au Vif/L'Express ce grand commis de l'Etat fédéral et CD&V. Et ce, sans avoir à s'embarasser d'un tas de contraintes légales qui pèsent sur l'appareil public et nuisent à la marche rapide des affaires. Comme la loi sur les marchés publics. Comme la procédure de recrutement des fonctionnaires par le Selor. Comme la législation sur l'équilibre linguistique au sein de la Fonction publique. Comme les règles de contrôle en vigueur à l'Etat. Ou comme la TVA exigible pour prestations.

C'est tout ce qui fait le charme de Smals, à des prix défiant toute concurrence. Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, Philippe Courard (PS) le rappelait il y a peu à des parlementaires: « Les ASBL ne facturent que les coûts et, par définition, ne réalisent aucun bénéfice. Les prix de Smals sont nettement inférieurs dans l'ensemble à ceux des autres opérateurs. »

L'occasion est à ne pas manquer, pour ceux qui sont admis au club. « Tous les acteurs du secteur social et des services publics fédéraux sont des candidats potentiels », précise Smals sur son site Internet. Peu résistent à la tentation.

L'ASBL a su capter du beau monde, en guise de clientèle: 83 organismes adhérents en 2011. A commencer par la Sécu au grand complet, soit 15 parastataux. La plupart de leurs patrons (ONSS, Inami, Onem, ONP), y gagnent au passage un siège d'administrateur au sein de l'ASBL. Le client est donc aussi fournisseur. Frank Robben donne le ton: un pied à la tête de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS) dont il est le fondateur, l'autre pied à la direction de la plate-forme électronique en soins de santé e-Health. BCSS, e-Health: deux utilisateurs intensifs des services de Smals dont Frank Robben est l'administrateur-délégué.

Concurrence déloyale ?

Cette façon de boucler la boucle ne fait pas que des heureux. En 2009, la Cour des comptes met son nez dans les affaires de Smals. Une plongée dans le brouillard. Impossible de savoir comment Smals attribue au juste ses nombreux marchés à des sous-traitants. Pas moyen de contrôler le contenu des factures. Pas de vision réelle des tenants et aboutissants de la gestion de l'ASBL. Opacité, confusion des rôles, mécanisme de contrôle lacunaire. Verdict de la Cour: « Il existe peu d'informations sur la relation qu'entretiennent les pouvoirs publics avec l'ASBL Smals. Le fonctionnement de l'ASBL ne fait d'ailleurs l'objet d'aucune justification particulière. »

Les coups de latte répétés débouchent sur des réajustements, un effort de transparence. Mais



HENDRIK BOGAERT (CD&V) Le secrétaire d'Etat n'exclut pas de transférer Smals dans l'administration.

pas sur une remise en cause de la philosophie du système. Encore moins de la montée en puissance de l'ASBL, aussi pointée par la Cour des comptes: « L'ASBL Smals a acquis une position stratégique » au cœur de la Sécu. Ce qui en fait un partenaire incontournable de son informatisation. Un mini-Etat dans l'Etat. « Les pouvoirs publics se sont mis dans un état de dépendance, notamment financière, vis-à-vis de Smals que personne ne veut ou ne peut contester. Incompréhensible », s'inquiète un connaisseur du dossier. « La question du statut de Smals a été soulevée à plusieurs reprises en conseil d'administration. Faut-il maintenir l'ASBL ou en faire une institution publique ? Le politique n'a jamais tranché », confie un ancien administrateur.

Malaise. Il en faut plus pour déstabiliser Frank Robben, qui se dit retiré de la gestion journalière de l'ASBL mais reste résolument orienté résultats: « J'ai quelques difficultés avec les légalistes qui empêchent que les choses avancent. Quand des choses fonctionnent bien à l'Etat, cela fait des jaloux. »

Ces envieux se nichent dans les entreprises privées du secteur. Qui hurlent à la concurrence déloyale, à la distorsion du marché, à la malhonnêteté des pouvoirs publics. Agoria ICT, leur fédération professionnelle, réclame que cesse « cette avalanche sans merci de "nationalisation TIC" fulgurante ».

Car la success-story de Smals est contagieuse. Gial, IRIS-team, Digipolis, etc.: d'autres ASBL ou associations chargées de mission ont investi le créneau des TIC, fournissent leur expertise à des services publics en tous genres, à tous

« La lutte contre la cybercriminalité: 20 millions d'euros en jeu. Alléchant »

les niveaux de pouvoir (voir la galaxie en page 48).

Ce n'est pas du jeu, s'indigne Agoria. « Les arguments que ces ASBL TIC utilisent pour attirer de nouveaux "membres" ou "clients" ne sont ni toujours clairs, ni toujours déontologiques: pas de TVA, pas de recours aux procédures d'appels d'offres publics, pas de recours à des agences de recrutement public », dénonce son directeur, Baudouin Corlù.

La vieille dame, elle, se moque éperdument de ces grincheux. Avec la bénédiction du monde politique, Smals tisse sa toile de plus belle. Toujours plus envahissante. Consultance informatique, gestion de dossiers et du personnel, comptabilité, service à la clientèle, relations publiques. Sans parler d'un monopole de fait qu'elle exerce sur la sécurité des données informatiques liées à la BCSS, véritable plaque tournante de la Sécu électronique. Smals est à ce jour la seule entreprise agréée à disposer d'un service de sécurité spécialisé.

Smals s'occupe de tout, veille sur tout. 400 à 500 employés détachés par l'ASBL s'activent en permanence au sein des organismes de la Sécu. Les clients sont fiables: ils ont versé 463 millions d'euros à Smals entre 2003 et 2007. Et 33,8 millions d'euros pour prestations réalisées par l'ASBL en 2011.

L'appétit vient en mangeant. La vieille dame a les crocs. Smals lorgne vers de nouvelles proies, extérieures à son terrain de chasse. « Elle souhaiterait travailler avec les mutualités, les syndicats, les caisses de maladie, de vacances, d'allocations familiales et d'assurance sociale pour indépendants », s'alarme Agoria ICT.

D'autres horizons prometteurs se profilent. Priorité à la lutte contre la fraude sociale, cap sur l'e-government, informatisation impérieuse de la justice et des prisons, foisonnement de banques publiques de données électroniques. Hendrik Bogaert (CD&V), le secrétaire d'Etat chargé de la modernisation de la Fonction publique, balise le futur de l'administration fédérale: il sera résolument électronique.

Le défi est de taille. Mais impayable à relever sans soutien extérieur. Impossible pour la Fonction publique, chroniquement désargentée, de se payer une armée d'informa-

Agoria : « Ce n'est ni clair ni toujours déontologique »

ticiens et d'experts en nouvelles technologies. Comble de malheur: les pirates informatiques s'en mêlent. La boîte-mail du Premier ministre en personne, Elio Di Rupo, vient d'en faire les frais. L'incident tombe à pic pour rappeler l'urgence du problème.

Or contrer la cybercriminalité coûtera un pont. « Un investissement de 20 millions d'euros sur quatre ans sera nécessaire », a lancé Hendrik Bogaert. Juteux marchés en perspective. De quoi faire tourner les têtes. Et tendre l'oreille.

Le secrétaire d'Etat a déjà désigné le coordinateur de la lutte: le SPF Fedict, le mini-département de la Fonction publique chargé de la Technologie de l'Information et de la Communication. **Lequel s'appuie, cela devient une manie, sur une ASBL** pour trouver rapidement les experts TIC dont l'administration a tant besoin.

Il se fait que cette ASBL dénommée Egov, n'est autre que la « petite sœur » de Smals qui s'est un temps chargée de sa gestion opérationnelle. Elles restent inséparables. Des administrateurs communs entretiennent cette relation quasi fusionnelle, propice à de fructueuses osmose: Jan Deprest, patron de Fedict et administrateur-délégué d'Egov, est aussi administrateur de Smals. Frank Robben est administrateur d'Egov et conseiller stratégique de Fedict.

Tout ce (très) petit monde intrigue Muriel Gerken. La députée fédérale Ecolo tente vaille que vaille de suivre ses agissements. « Ces structures sont entre les mains d'une ou de deux personnes qui maîtrisent toutes les données, beaucoup mieux que les responsables politiques. Elles sont au four et au moulin, déplacent des personnes de l'administration vers les ASBL en fonction de l'évolution des choses. Ces ASBL veulent éviter de recruter via les procédures Selor afin, selon eux, de pouvoir aller chercher des "cerveaux". Tout ceci entraîne une confusion des rôles et des intérêts. »

Hendrik Bogaert se dit aussi interpellé. « Ce n'est pas facile. Je suis convaincu qu'il faudra résoudre cette situation, peut-être transférer ces personnes dans l'administration. » Mais jusqu'ici, le secrétaire d'Etat fait le gros dos. La note accusatrice que lui a remis Agoria ICT en janvier dernier est à ce jour restée sans réaction. **Des pouvoirs publics qui contournent ainsi leurs propres règles: belle mentalité...**



JAN DEPREST Le patron du SPF Fedict chargé de contrer la cybercriminalité est administrateur de Smals.

PIETER-JAN VANSTOCKSTRAETEN/PHOTO NEWS



MURIEL GERKEN (ÉCOLO) subodore une confusion des rôles.

BRUNO FAYN/IMAGE GLOBE



BAUDOUIN CORLÛ (AGORIA) Le secteur privé crie à la concurrence déloyale.

PG